

Un fasciste dans la Bourse du travail de Montpellier

Les faits sont simples. Les faits sont graves. Le 24 janvier dernier, un fasciste notoire, Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national, a tenu une réunion dans la Bourse du travail de Montpellier. A l'appel de plusieurs syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, FEN..) et associations, dont Ras l'front, 200 personnes étaient rassemblées pour protester contre l'occupation de la Bourse par les fascistes. Sur les marches de la maison syndicale, la police protégeait la réunion du leader du Fn, orateur de la soirée et par ailleurs député européen et animateur de la tendance « catholique intégriste » au Fn. Lorsque les manifestants ont tenté d'empêcher l'entrée des participants au meeting fasciste, la police a donné de la matraque. Plusieurs personnes ont été violemment frappées. Cette salle a été prêtée par l'intermédiaire de la CFTC locale. Les syndicats CFDT, CGT, FSU, FO, et FEN ont immédiatement fait part de leur opposition à ce prêt de salle et ont signé « une lettre ouverte aux adhérents de la CFTC ». Le syndicat CFTC-PTT de l'Hérault a également réagi et demande à sa direction nationale « l'exclusion pure et simple » des responsables locaux CFTC qui se sont rendus complices des fascistes et ajoute que « la confédération doit afficher son refus vis à vis de l'émergence d'idéologies contraires à la dignité humaine ». La condédération CFTC, le 28 janvier, dans un communiqué titré « Indépendance syndicale » « désavouait totalement » la tenue de la réunion « conduite par un responsable politique du Front national ». Le 7 février, elle décidait de suspendre provisoirement lers présidents et secrétaires généraux de l'union local de Montpellier, de l'union départementale de l'Hérault et de l'union régionale du Languedoc-Roussillon.

Un précédent, presque historique depuis 1945, vient de se produire dans ce pays : un ennemi déclaré de la démocratie, du syndicalisme et des valeurs qu'il porte, a pénétré dans une Bourse du travail pour y défendre son idéologie de haine et d'exclusion. Les organisations syndicales étaient elles dehors, expulsées de leur Maison.

Tirons ensemble la leçon qui nous vient de Montpellier. Que plus jamais, une pareille scène se reproduise et que chacun, associations et syndicats, trouve l'énergie et la volonté d'une riposte unitaire à la hauteur de cette provocation.

Réunion syndicale antifasciste à Vitrolles.

Fin janvier, 350 syndicalistes de tous horizons, CGT, CFDT, FSU, SUD, UNSA, se sont rencontrés à Vitrolles pour discuter de la menace du Front national. Lors cette réunion, une militante syndicale a décrit la politique de coercicion menée par la ville d'Orange contre les militants syndicaux municipaux : délation, pressions en tout genre, surveillance continue. Elle a ensuite désigné du doigt 4 sbires de cette même municipalité Fn présents dans la salle et qui ont été immédiatement expulsés de la réunion. Cette rencontre, au cours de laquelle l'appel « Tous ensemble contre le fascisme et le racisme » a été présenté et où Ras l'front était représenté, a permis de nouer de nombreux contacts entre militants syndicaux bien décidés à ne pas laisser progresser la gangrène fasciste.

Tracts FN à Renault-Cléon...

Sous le sigle « FN-Renault », le Fn a récemment diffusé aux portes de Renault-Cléon un tract, « Salariés de Renault, la menace c'est le mondialisme » qui se manifeste de trois façons : « C'est la course à la productivité...c'est dans ce cadre que le projet de 40 000 départs en préretraite est envisagé ». « C'est la diminution des salaires (concurrence avec les pays du tiers monde). C'est la fermeture programmée des industries automobiles en France (ouverture des frontières). Et d'ajouter « Travailleurs français, le Front national, 1er parti ouvrier français, vous défend réellement ».

FGTE CFDT : motion pour l'action contre le FN

Réunis en congrès, en novembre dernier, les délégués du syndicat des

transports et équipement CFDT ont voté une longue motion « S'unir pour combattre l'implantation des syndicats proches du Fn ». Constatant que « nul n'est à l'abri des tentatives d'implantation » (de « syndicats »-Fn nldr) et que « le discours de ce courant politique prétend, de plus, désormais, répondre à la dégradation de la situation sociale des catégories les plus modestes.. », le congrès « estime qu'une bataille vigoureuse contre les idées du Fn se doit d'être menée » et en appelle « à une dynamique unitaire impliquant le maximum d'organisations syndicales de notre secteur ... pour mettre en place un observatoire permettant de suivre au plus vite les implantations, les moyens et méthodes de structuration des syndicats Fn ou proches... pour constituer une information commune permettant d'informer les salariés sur les projets économiques du Fn ».

**A l'initiative de Ras l'front
RENCONTRES
SYNDICALES CONTRE
LE FASCISME
10 h - 19 h**

Paris, 1er mars 1997
80-82 rue de Montreuil
75011 Paris
Métro : Nation

Pour toute information ou participation à ces rencontres syndicales :
tel-fax : 01 42 00 34 47

Manifeste syndical unitaire dans l'Isère

Les organisations départementales de la CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA, ont signé, le 24 janvier, dernier un « appel solennel » contre le FN. « Le syndicalisme est fortement attaché aux valeurs de progrès et d'humanisme » affirme ce manifeste syndical qui constate que « le programme et les choix fondamentaux

du FN sont autant d'insultes aux luttes passées, présentes et à venir du monde du travail ». « Un débat s'impose dans toutes les entreprises, les administrations, les établissements » déclarent les organisations qui « demandent à leurs militants, à leurs organisations diverses de se rassembler pour diffuser ce manifeste et engager le débat avec le plus grand nombre possible de salariés et de retraités. » « Pour faire reculer le Front national, il faut déployer au quotidien des initiatives solidaires sur tous les terrains, travailler tous ensemble à un véritable changement social » conclu le manifeste syndical unitaire de l'Isère.

Séminaire syndical antifasciste en Allemagne

Durant une semaine, à l'initiative de la centrale syndicale allemande DGB, des syndicalistes européens, dont une délégation de syndicalistes de la CGT et de FO, se sont rencontrés pour discuter sur le thème de l'extrême-droite en Europe. Une coopération régionale entre organisations syndicales a été envisagée à l'issue de cette rencontre. Une rencontre qui tranche avec les inquiétantes déclarations du président de l'IG Metall en faveur « d'un contingentement » de l'immigration.

Nouvel échec pour FN-Pénitentiaire

La première chambre du tribunal civil de Toulon a considéré, le 23 janvier dernier, que Force nationale Pénitentiaire ne pouvait se prévaloir de la qualité de syndicat et a relevé à juste titre que cette nouvelle appellation constituait « un détournement frauduleux de l'interdiction judiciaire frappant l'organisation dénommée Front national pénitentiaire, suite au jugement exécutoire prononcé par le tribunal de grande instance de Montpellier le 17 décembre 1996 » (voir ISA n° 6)

Nouveaux tracts FN Normandie « contre les licenciements »...

Le Fn normand accentue son activité en direction des salariés, victimes de licenciements (voir ISA n° 6). A Yvetot, un tract du Fn Rouen a été distribué contre les 218 licenciements de l'entreprise Ozona. « Sous prétexte de restructurations, l'entreprise Ozona préfère fabriquer les vêtements de nos enfants en Chine, en Thaïlande, en Hongrie et au Maroc où les coûts salariaux sont ridicules.. Les salariés normands et de notre ville sont sacrifiés sur l'autel du libre-échange. Le Front national défend l'emploi français ». Au Havre, les élus municipaux Fn ont distribué un tract contre les menaces de licenciements qui pèsent sur les 800 salariés des Ateliers et Chantiers du Havre

(ACH). Deux solutions sont proposées : « L'Etat doit impérativement pallier le manque de trésorerie des ACH » et abandon par la ville de son « programme énorme et improductif » en faveur des « quartiers sensibles ».

REVUE DE PRESSE

« Le Front n'apporte aucune réponse. Il nous trompe » affirme « **La Tribune des cheminots** », organe de la Fédération CGT des cheminots, qui publie une page consacrée à « Front national Danger » dans son numéro de décembre dernier et rappelle la tentative de pénétration du Fn de la manifestation des retraités du 22/10/96. « Son programme de préférence nationale fondé sur le rejet de l'étranger d'abord, le renvoi des femmes dans la famille, est un engrenage de discrimination qui vise l'ensemble des salariés sans exception » ajoute le mensuel syndical. « **Vigilance !** » le journal du collectif Ras l'front du Havre reproduit (février 97) en première page la une de « Vérités, organe de l'Union des Syndicats ouvriers du Havre et de la région » consacrée à une manifestation qui avait réuni, à la suite du 6 février 1934, 20.000 travailleurs : « La réponse du Havre au fascisme ». Une mémoire d'hier vivante pour les combats d'aujourd'hui. « **Pratiques** », édité par le Syndicat de la Médecine Général dénonce, sur deux pages, dans son numéro de décembre 1996, « Le Front national et les médecins : du corporatisme racoleur à l'ultralibéralisme destructeur » et en profite pour rappeler l'existence du livre de Ras l'front « La résistible ascension du F. Haine » (255p. 120 F. ed. Syllepse). « **FSU Rhône** » ouvre son premier numéro de l'année sur une page consacrée à « Fn vigilance ». On y annonce l'organisation début avril l'organisation de « 4 heures contre l'extrême-droite » par la « coordination lyonnaise de vigilance contre l'extrême-droite » qui rassemble une trentaine d'organisations, dont divers syndicats et la FSU. L'appel des syndicalistes « contre le racisme et le fascisme » initié par Ras l'front est évoqué, et l'édition d'un 4-pages syndical antifasciste et unitaire (CGT CFDT, FSU et groupe de dix) est annoncée. « **Fenêtre sur cour** » l'hebdomadaire du SNUIPP (FSU), revient dans son numéro du 17/1/97, sur le cas de ce directeur d'école d'Adge, suspendu pour 4 mois, en raison de ses propos racistes et méthodes pédagogiques douteuses. « Certes il n'est jamais simple pour un syndicat dont le rôle est la défense de la profession, de dénoncer l'attitude d'un collègue. Mais se taire ou esquiver le débat, ne serait ce pas être complice d'une opération qui met en cause les valeurs fondamentales de l'école publique et laïque ? » ajoute le journal. Signalons enfin la parution de « **L'Alsace et l'extrême-**

droite, comprendre et agir », actes d'un colloque organisé à l'initiative de la CFDT en octobre 1995. Editions CFDT, F. 90.

Rencontre avec la Fédération Police C.G.T.

Une rencontre avec le secrétaire de la fédération C.G.T. police a eu lieu au siège de cette dernière. La C.G.T. Police avait alerté dès 1981/1982 la Direction confédérale sur les dangers de l'extrême droite dans la police, mais sans grand succès.

Aujourd'hui, cette Fédération est engagée dans les actions judiciaires contre le F.N. Police et est intéressée par des échanges d'information.

Elle a également lancé une réflexion sur la violence dans les relations police jeunesse car elle considère qu'il y a un risque majeur de dérapage de part et d'autre. Enfin la Fédération C.G.T. Police sera présente à la rencontre des syndicalistes

Déclaration unitaire contre le FN dans l'Essonne.

Les unions départementales CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU de l'Essonne ont signé le 27 janvier une déclaration commune « Le syndicalisme rejette le Front national ». Appel à la mobilisation lors du procès contre le Front national Police qui se tenait le 3 février 1997 à Evry, cette déclaration souligne que « fondé sur la préférence nationale au nom de l'inégalité des races, « les français d'abord », il [le FN] voudrait éliminer des droits et acquis sociaux, conquis de haute lutte commune, tout salarié d'origine étrangère qu'il soit de nationalité française ou non. En tentant de s'implanter dans les entreprises et les services publics et privés. Le Front national essaye d'instaurer un véritable système d'apartheid partout, y compris dans la vie quotidienne ».

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est

édité par la commission syndicale de Ras l'front :

Ras l'front commission syndicale

BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel : 01 42 43 22 00

Fax : 01 42 43 23 63

imprimé par nos soins